

Ports et réseaux maritimes

Enjeux	Objectifs stratégiques	Lien avec une autre thématique	Indicateurs de suivi	« niveau » CMUBA ?	Objectifs particuliers	Axes stratégiques / Actions
Gouvernance	Renforcer une stratégie de développement concertée des ports / définir des stratégies communes		Nombre d'outils partagés mis en place Mise en place ou non d'une stratégie commune sur la réparation navale à l'échelle du bassin	oui		Renforcer le rôle du Conseil de Coordination Interportuaire Antilles-Guyane
	Renforcer les partenariats Etat - Collectivités en faveur du développement portuaire		Nombre de conventions ou autres formes de partenariats contractualisés entre l'État et les Collectivités	oui		
Compétitivité à l'international	Se positionner dans le marché international des flux de marchandises / rester dans le flux mondial	Thématiques coopération régionale et nautisme	Nombre de lignes maritimes de commerce entre les Antilles françaises et les îles voisines, et flux	oui	se saisir du rôle central du bassin dans l'arc caribéen	Mettre en place des zones franches portuaires Accompagner les Etats de la Caraïbe, leurs communautés portuaires et leurs services douaniers à la mise en place de PCS (Port Community System) intégrant les préconisations de l'OMC et garantissant une simplification de l'application des « contraintes douanières » à l'import, à l'export et au transbordement
			Evolution quantitative des activités (quantités exportées/importées/transbordées, nombre de navires en escale, nombre d'emplois, etc)		conforter le rôle des Antilles françaises comme tête de pont de l'Union européenne	
			Surface et types d'infrastructures portuaires Rang européen et caribéen des principaux ports français du bassin dans le transport de marchandises et en nombre de croisiéristes	oui	mettre en pratique des méthodes d'aide à l'accessibilité des normes par les Etats de la Caraïbe	
	Renforcer l'attractivité portuaire pour les transports de passagers (croisière, nautisme)		voir thématique « nautisme »			
Performance économique	Améliorer la fluidité et l'efficacité de la chaîne logistique au sein du Marché Unique Antillais (MUA)		Indice de coût logistique			Mettre en place l'indice de coût logistique
	Mettre en place des équipements portuaires qui répondent aux besoins des professionnels		voir thématique « pêche et aquaculture »			
	Maintenir et/ou augmenter la capacité de réparation navale du bassin	Thématique nautisme	Nombre d'infrastructures portuaires / de chantiers navals diversité des prestations de réparation proposées	oui	Préserver le foncier pour garantir le développement de ces activités	
	Développer l'intelligence économique			oui	Faciliter les associations public / privé	Développer l'intelligence économique
Performance environnementale	Accompagner la transition énergétique et écologique de tous les ports de la façade (pêche, plaisance, commerce) et des transports/réseaux	Thématique environnement marin	Nombre de points de recharge et de ravitaillement (électrique, hydrogène, GNL) dans les ports Nombre de ports avec dispositifs de collecte de eaux grise/eaux noires, de résidus d'hydrocarbures, de substances dangereuses. Quantité de sédiments de dragage dont la concentration en métaux lourds et autres éléments est supérieure aux seuils N1 et N2 (arrêté du 9 août 2006) Caractéristique des navires (âge, taille, vétusté...) : voir études de l'OHM dans le cadre du projet de recherche TRAFIC	oui		Créer une filière de traitement des boues/sédiments de dragage avec mutualisation entre îles Mettre en place un prix permettant de récompenser les ports qui allient développement et protection de la biodiversité
Changement climatique	Adapter les ports et les transports maritimes au changement climatique		Nombre d'actions prises en faveur de cet adaptation dans les plans stratégiques des ports			
	Atténuer les effets du changement climatique		Mesure de l'empreinte carbone			

Environnement marin

Enjeux	Objectifs stratégiques	Lien avec une autre thématique	Indicateurs de suivi	« niveau » CMUBA ?	Objectifs particuliers	Axes stratégiques / Actions	
Pollutions	Mieux prendre en compte les enjeux maritimes dans les outils de gouvernance terrestre		Nombre d'actions des SDAGE agissant directement sur le milieu marin Surface maritime ou linéaire côtier concerné par un contrat de milieu	oui		<i>S'assurer de la prise en compte des orientations stratégiques déclinées dans le DSB dans les stratégies élaborées au niveau terrestre (SDAGE, SRPNB...)</i> <i>Mettre à disposition des sphères de gouvernance en charge de la mise en œuvre régionale des politiques publiques les éléments synthétiques de connaissance sur la sensibilité des milieux</i> <i>Promouvoir la prise en compte de la sensibilité des milieux marins dans la mise en œuvre des politiques publiques terrestres et aquatiques (notamment DCE), notamment l'adaptation des normes de rejets au contexte récifal</i>	
	Lutter contre les échouages massifs de sargasses	Thématique coopération régionale et risques	Quantité d'algues ramassées Nombre d'engins de ramassage en mer Nombre et linéaire de barrages anti-sargasses en mer	oui		<i>Reconnaître les sargasses comme nouvelle pression au titre de la DCE</i>	
	Lutter contre la pollution plastique		Voir plan national biodiversité pour indicateurs	oui			
	Améliorer la qualité des eaux côtières		Nombre de masses d'eau côtières respectant les normes environnementales DCE (suivi SDAGE) Indicateurs sur la qualité des eaux de baignade Nombre de communes raccordées à un réseau d'assainissement Données de rejets des STEP Nombre de ports équipés d'une aire de carénage avec traitement des effluents Nombre de navires ayant effectué des travaux sur des aires de carénage Nombre de carrières et d'ICPE avec une gestion des rejets/sans gestion des rejets				
Durabilité des activités maritimes	Organiser spatialement les occupations et activités en mer pour mieux protéger les milieux et réduire les pressions des activités maritimes	Thématiques nautisme et ports et réseaux maritimes	Nombre de communes littorales avec plan de balisage des 300m Nombre et surface des zones de mouillage organisées pour la plaisance, et types de fonds marins (sableux, herbiers, coraux, etc) Nombre et proportion de mouillage forain (pleine et basse saison) Nombre de zones de mangrove interdites au mouillage en dehors d'alerte cyclonique Nombre de ports (pêche, plaisance, APIT, mixte, commerce), et surface des périmètres portuaires Nombre de spots nautiques inscrits au plan territoriale des espaces, sites et itinéraires (PTESI) Nombre et proportion de manifestations nautiques éco-responsables			<i>Réduire l'impact des mouillages forain en encourageant la mise en place de ZMEL, gérées et professionnelles</i> <i>Favoriser la définition et la gestion des espaces en mer (chaque commune doit avoir un plan de balisage)</i> <i>Mettre en place plus d'arrêté de protection de biotope pour protéger des zones marines sensibles (vis-à-vis de manifestations nautiques par ex)</i> <i>Mettre en place un label pour les ZMEL</i> <i>Accompagner les élus dans la demande puis la gestion de leurs ZMEL (construction du dossier, choix des dispositifs, choix du site, dispositifs de gestion pour la récolte des déchets et eaux grises/noires, etc)</i> <i>Sensibiliser les élus par la mise en place d'un label maritime éco responsable. ZMEL</i> <i>Bonnes pratiques pour le milieu marin à diffuser auprès des opérateurs touristiques (hôtels, marins, etc)</i> <i>Améliorer la qualité de l'offre touristique avec diffusion du discours environnemental + valoriser cette connaissance</i> <i>Promouvoir une excellence du tourisme en mer (label?)</i> <i>Encadrer le développement des activités touristiques en mer</i> <i>Encadrer d'un point de vue environnemental les manifestations nautiques et améliorer la lisibilité des réglementations environnementales auprès des pétitionnaires</i>	
	Réduire l'impact des activités maritimes sur l'environnement		Recensement des différents impacts des activités maritimes sur l'environnement marin (voir étude à venir de l'AFB sur l'impact des activités maritimes sur le milieu marin) et inventaire des mesures de réduction des impacts adoptés	oui	<i>Exemples discutés en séance : dragage et clapage en mer, désalinisation</i>		
	Développer la conscience maritime chez les plus jeunes		Nombre de classes « mer » à l'école Nombre d'aires marines éducatives			<i>Multiplier les aires marines éducatives / zones humides éducatives et impliquer les scolaires et familles dans leur gestion</i> <i>Intégrer la sensibilisation à l'environnement marin dans les programmes scolaires</i>	

Environnement marin

Sensibilisation à l'environnement	Développer la culture de la mer / culture maritime (pratiques sportives, sorties scolaires, etc)	Thématique mer & société	Nombre et proportion de licenciés jeunes en sports nautiques (voile et yole, kayak, aviron, surf, kite-surf, etc)			<i>Diffuser et vulgariser la connaissance sur l'environnement marin envers les usagers de la mer (jeunes, adultes, élus)</i>
	Sensibiliser les élus à la nécessaire reconquête du milieu marin		Nombre de centres nautiques			<i>Intégrer dans les Diplômes d'État des pratiques sportives un module environnemental</i>
Préservation des espèces et des habitats	Renforcer la mesures de gestion et de protection au sein des AMP existantes (NB : pas d'objectifs en terme de surface)		Nombre d'évènements de ramassage de déchets en mer organisés (associations)			<i>Intégrer au permis côtier un module environnemental</i>
			Taux de présence des élus en plénière CMUBA et CEB	<i>oui</i>		<i>Former les opérateurs touristiques à l'environnement marin en intégrant des modules environnementaux dans les formations professionnelles (ex : à l'école de la mer/Martinique)</i>
	Protéger et reconquérir les zones humides / mangroves et récifs coralliens		Nombre et surfaces d'aires marines protégées (AMP), nombre d'AMP inter-îles			<i>Organiser les journées de ramassage de déchets en mer</i>
			Nombre et surface d'AMP adhérent à CARIMAM	<i>oui</i>		
			Nombre et type de protection au sein des AMP (interdiction/régulation de pêche/mouillage/navigation/etc)			<i>Développer le bouturage/culture de coraux</i>
			Moyens de contrôle (nautique, effectif, budget) au sein des AMP			<i>Sanctuariser les mangroves (notamment arrière mangrove grignotée) et se doter de moyens de contrôles/police</i>
			Surface de mangrove (ha)			<i>Dépollution, aménagement des mangroves (bouées, réglementation maritime), actions de restauration de la mangrove</i>
Financement	Lutter contre les espèces invasives (poisson lion, halophilea, ...)		Surface des récifs coralliens, en fonction de leur état de santé (ha)			<i>L'application de la réglementation zone humide (auj non existante en Guadeloupe)</i>
	Préserver le domaine public maritime naturel		Nombre d'épaves et navires abandonnés enlevés pour déconstruction/démantèlement			
	Identifier et préserver les espèces marines en dangers ou emblématique		Nombre de réunions IFRECOR			
	Trouver de nouvelles manières de financer les projets environnementaux		Indicateur de suivi de population des poissons lions			<i>Améliorer le préfinancement des fonds européens sur projet environnement marin</i>
			Indicateur de suivi de la surface colonisée par halophilea			<i>Diversifier les modèles économiques pour financer des projets (privé,) / diversifier les stratégies de financement</i>
Gouvernance	Améliorer le dialogue entre acteurs de gestion du territoire et les utilisateurs		Surface et proportion de domaine public maritime artificialisé			<i>Intégrer IFRECOR au CMUBA</i>
	Renforcer la qualité de gouvernance des AMP (moyens, CARIMAM et réseau des AMP, etc)		Nombre et types d'AOT/COT délivrées et en cours			
	Améliorer la gouvernance sur le littoral (beaucoup de gestionnaire, lien terre-mer, etc)		Nombre d'espèces marines soumises à un plan national d'action			
Police	Renforcer la police contre la délinquance environnementale		Nombre de captures accidentelles déclarées (tortues marines, cétacés, etc)	<i>oui</i>		
			Nombre d'espèces marines connues comme étant en danger, et statut de protection			
Réchauffement climatique	Lutter contre l'érosion du trait de côte		Nombre de projets de restauration écologique avec un financement privé, montant et proportion de la part privée	<i>oui</i>		

Pêche & aquaculture

Enjeux	Objectifs stratégiques	Lien avec une autre thématique	Indicateurs de suivi	« niveau » CMUBA ?	Objectifs particuliers	Axes stratégiques / Actions	
Gestion de la ressource	Améliorer la connaissance pour mieux gérer les ressources halieutiques en développant des outils adaptés		Nombre d'études et d'actions/mesures de gestion effectives proposées dans ces études Régularité de la production de données	oui	Déterminer les espèces du plateau dont le suivi des stocks est important, mais ne pas avoir uniquement une approche par stock car pas pertinent pour toutes les espèces		
	Evaluer la pêche de loisir		Quantité pêchées par la pêche de loisir				
	Gérer et protéger la ressource halieutique NB : la préservation est un outil de gestion			Nombre d'espèces dont la pêche est limitée (en taille, en nombre, etc) par les arrêtés pêche Suivi de la capacité de la flotte Effort de police des pêches (nombre d'agents assermentés, nombre de PV, nombre de journées de pêche dédiées, etc) = rapport de contrôle des pêches et de l'environnement Taux de dépôts des obligations déclaratives Suivi des indicateurs du SIH (système d'information halieutique) : quantités pêchées (par espèce, par type de métier de pêche, etc), part (quantité et proportion) de la pêche sur DCP (espèces pélagiques), etc Pour les espèces dont les stocks sont suivis : suivi particuliers des stocks (à différencier des espèces non suivis), et quantités pêchées des espèces sous-quota (marlin bleu et blanc) Actions/mesures de gestion dédiées à la pêche, dont dans les AMP	oui	Pérenniser la pêche professionnelle via les arrêtés pêche (y compris la lutte contre la pêche informelle) ou la protection d'espaces (zones fonctionnelles halieutiques, cantonnement de pêche) permettant de protéger la ressource halieutique	Avoir des réglementations pêche cohérente entre les territoires et lutter contre la pêche fantôme
							Se saisir des travaux sur les Zones Fonctionnelles Halieutiques
							Mettre en cohérence les réglementations pêche entre les territoires
							Prévoir des clauses de revoyures communes pour la révision des arrêtés pêche
	Restaurer les milieux pour attirer la ressource halieutique (génie écologique)						
Redéploiement (partiel) vers le large des pêcheries			Nombre et production des navires de pêches par catégorie (taille et pontés/non pontés) Nombre de navire par type de pêche (côtière/large, catégorie de navigation) Nombre de nouveaux navires financés Suivi des indicateurs du SIH (système d'information halieutique) : quantités pêchées (par espèce, par type de métier de pêche, etc), part (quantité et proportion) de la pêche sur DCP (espèces pélagiques), etc Nombre de DCP déclarés	oui		Adapter la flotte, déployer des DCP et une gestion collective des DCP	
Renforcer les contrôles			Indicateurs de suivi des plans de contrôle de police des pêches régionaux Contrôles de la pêche de loisir Contrôles sur la commercialisation Indicateur des contrôles à terre			Renforcer et coordonner les moyens de surveillance et de contrôle terre/mer Suivi des procédures judiciaire jusqu'au bout Traiter de manière égale pêche professionnelle et de la plaisance. Avoir la pêche de loisir identifiée dans les plan de contrôle des pêche Augmenter le nombre d'agents dédiés au contrôle de la pêche, Contrôler la pêche INN et notamment la commercialisation (la commercialisation caractérise l'infraction)	
Une main d'oeuvre qualifiée	Favoriser le renouvellement des générations	Thématique formation professionnelle et mer & société	Age moyen et médian des pêcheurs	oui		Promouvoir les métiers de la pêche et de l'aquaculture Encourager la transmission d'entreprises et la création	
	Diversifier et adapter les métiers		Recensement des nouveaux métiers Evolution de la réglementation pour assouplir / permettre des métiers différents		Inventer / innover des nouvelles formes de valoriser le métier de pêche (table d'hôte, pescatourisme, etc). Ex : pouvoir faire NUC et pêche Accorder un droit à l'experimentation pour faciliter les nouveaux métiers (ex : participer à la pêche pendant le pescatourisme, etc)		

Pêche & aquaculture

Enjeux	Objectifs stratégiques	Lien avec une autre thématique	Indicateurs de suivi	« niveau » CMUBA ?	Objectifs particuliers	Axes stratégiques / Actions
Structuration de la filière	Professionnaliser les entreprises	Thématique formation professionnelle	Taux de rendu des obligations déclaratives Nombre et pourcentage d'entreprises avec un dispositif de traçabilité des produits halieutique Nombre et pourcentage d'entreprises de pêche avec un numéro de SIRET Nombre et pourcentage d'entreprises avec comptabilité agréée par un centre de gestion			Professionnaliser les entreprises en gestion sociale et administrative Proposer des formations comptabilité
	Mieux reconnaître les spécificités des RUP		Etudes et avis rendus par la CC RUP Nombre de fois où l'on trouve le mot RUP (ou référence à l'article 349) dans les règlements européens concernant la pêche	oui		S'appuyer sur le CC RUP créé en 2019 Mener des actions de lobbying
	Etre résilient face aux aléas (pollution, espèces envahissantes, sargasses, etc)	Thématique risques	Indicateur sur la prévention des pêcheurs	oui	Mise en place de dispositif type calamité (prévention et réparation)	Mettre en place des fonds assurantiels, de secours, de garantie, pouvoir plus facilement émerger sur le fonds de secours du MOM Organiser des systèmes de solidarité
	Mieux valoriser les produits		Nombre de produits labellisés Nombre d'entreprises de transformation des produits de la mer, quantité de produits transformés Suivi du prix des produits halieutiques			Assurer la traçabilité des produits Mieux transformer les produits
	Réduire la fracture numérique au sein de la filière					Lancer une démarche de labellisation des produits
	Mettre en place des équipements portuaires qui répondent aux besoins des professionnels	Thématique ports et réseaux maritimes	Nombre de ports de pêche, d'APIT (abris portuaire d'intérêt territorial), et installations associées (cale de mise à l'eau, machine à glace, aire de carénage, etc) Nombre de dossiers FEAMP au titre de la mesure 43 (ports de pêche)			Réaliser/actualiser et mettre en œuvre les schémas territoriaux d'organisation et d'équipements des ports de pêche
	Assurer une organisation collective de la filière		Présence ou non d'une interprofession, de coopératives, de structures de transferts interrégionaux, de structures d'aide administratives, et nombre d'adhérents	oui	Centre de gestion aidant et faisant à la place du pêcheur	Mettre en place une interprofession Créer de structures de transferts et d'expérimentation interrégionaux (aquaculture et pêche) Dynamiser le tissu associatif
						Réaliser/actualiser et mettre en œuvre les schémas territoriaux d'organisation et d'équipements des ports de pêche
Pêche de loisir	Favoriser le développement d'une pêche maritime de loisir durable	Thématique mer & société	Nombre d'actions de sensibilisation à destination des pêcheurs de loisir			
	Evaluer la pêche de loisir		Quantité pêchées par la pêche de loisir			
Connaissance NB : Maintien de l'enjeu connaissance au niveau pêche car le suivi de la ressource halieutique est un enjeu spécifique à cette filière. L'enjeu sur la connaissance nécessitant de la recherche fondamentale est basculée sur la partie recherche & innovation	Améliorer l'évaluation et le suivi de la pêche (technique, sociale et économique – suivi régulier dans le temps)			oui		
	Améliorer les connaissances biologiques des espèces pêchées		Nombre d'études sur les espèces halieutiques trouvées sur la bassin maritime antilles			
	Prendre en compte du réchauffement climatique et son impact sur la pêche		Suivi des indicateurs du SIH (système d'information halieutique) : quantités pêchées (par espèce, par type de métier de pêche, etc), part (quantité et proportion) de la pêche sur DCP (espèces pélagiques), etc			
	Créer et maintenir dans la durée un suivi obligatoire des ressources halieutiques					
Gouvernance	Choisir en concertation les mesures de gestion « de bon sens » à défaut de connaissance			oui		
	Améliorer la gouvernance (partagée et partenariales)		Actions/mesures de gestion partenariales entre AMP et pêcheurs			
Aquaculture	Améliorer le taux d'octroi d'aides aux aquaculteurs		Nombre de pêcheurs aidés Montant des aides délivrées	oui		
	Elaborer un plan interrégional stratégiques et des outils structurants pur la filière		Nombre de fermes aquacoles au dessous et au dessus des seuils ICPE Production annuelle d'aquaculture en T			
	Développer l'aquaculture en respectant la résilience du milieu (apports en intrants, etc)		Nombre de sites aquacoles ayant fait l'objet d'une étude sur la capacité de charge du milieu			
	Diversifier l'aquaculture en espèces locales		Nombre d'espèces nouvelles en aquaculture (locales)			

Formation professionnelle

Enjeux	Objectifs stratégiques	Lien avec une autre thématique	Indicateurs de suivi	« niveau » CMUBA ?	Objectifs particuliers	Axes stratégiques / Actions
Offre de formation	Identifier les besoins spécifiques des différentes filières maritimes en tenant compte des gisements d'emplois locaux et durables	En lien avec toutes les autres thématiques	Nombre de formations maritimes proposées dans le bassin	oui	Identifier/créer une structure en lien avec les collectivités territoriales dont les missions seraient : - identifier les besoins - recenser l'offre - coordonner l'offre - mutualiser certains équipements (étudier le modèle du CEFCM)	Se mettre en conformité avec les obligations réglementaires (au minimum)
			Nombre de formations mutualisées à l'échelle du bassin			
			Taux d'incorporation par filière (= nombre d'embauches à l'issue de la formation)			
	Former à l'émergence des nouveaux métiers à terre et en mer, notamment ceux liés aux transitions écologique, énergétique et numérique Renforcer et pérenniser les formations et l'emploi liés aux pratiques nautiques et aquatiques.		Nombre de marins formés chaque année	oui	Identifier les besoins et coordonner l'offre de formation S'appuyer sur des partenariats publics/privés	Sur la formation pêche, enrichir les formations standards avec des modules de gestion de la ressource Proposer des formations « à la carte » (gestion d'entreprise, environnement marin, etc)
			Nombre de nouvelles formations chaque année			
	S'adapter aux évolutions réglementaires et financières de la formation professionnelle		Montant d'aides publiques mobilisées pour la formation maritime	oui	Clarifier les moyens de financement pour les demandeurs de formation Reconnaître les professions soumises à une formation continue pour rester dans l'emploi	
	Moderniser les outils de formation existants pour rendre l'offre performante et complémentaire à l'échelle du bassin		oui			
	Permettre le maintien et le développement de l'employabilité des navigants et non-navigants par la formation continue		Nombre de modules de formation continue pour les marins proposées chaque année	oui	E-learning, apprentissage,	
	Accompagner de manière continue les évolutions numériques, technologiques et de dématérialisation		Nombre (et %) de formations délivrées en partie sur des supports numériques Nombre (et %) de formations qui intègrent les enjeux de dématérialisation	oui	Intégrer la dématérialisation dans tous les parcours de formation	
	Intégrer les enjeux de durabilité dans tous les parcours de formation		Nombre (et %) de formations dont le cahier des charges intègre les enjeux de durabilité	oui	Ré-écrire tous les cahiers des charges de formation en tenant compte de ces enjeux de durabilité	
Maintenir, développer et adapter les compétences des formateurs	Fréquence de formation des formateurs Nombre et part de formateurs capables de délivrer leur formation en langue étrangère	oui	Enjeu linguistique Enjeu d'adaptation au contexte local			
Proposer une offre de formation flexible et innovante pour être au plus proche de l'apprenant	Part des formations qui sont délivrées en e-learning Nombre de formations délivrées de manière délocalisée, hors du siège du centre de formation	oui	Constituer des partenariats E-learning Développer des modules de qualification dans les formations autres que celles des métiers de la mer / maritimer les métiers à terre			
Sensibilisation	Valoriser et communiquer sur les métiers de la mer	Thématique mer & société	Part de l'emploi de l'économie maritime présent dans les zones d'emplois littorales Nombre d'inscrits dans les formations maritimes Mise en place d'une plateforme mutualisée qui centraliserait toutes les offres de formation à l'échelle du bassin	oui	Communiquer autour des métiers de la mer, et non pas que les métiers de marin	Développer la sensibilisation et la formation au milieu marin dans le primaire et le secondaire
	Promouvoir l'offre de formation existante au sein du bassin		Centraliser les outils de communication : créer une plateforme d'échanges et de mutualisation Adapter et mutualiser les outils de communication à nos réalités locales S'appuyer sur une plateforme mutualisée (Pôle Emploi?) Communiquer sur des parcours de réussite professionnelle			
Coopération régionale	Identifier l'offre et les besoins de formation de la Caraïbe	Thématique coopération régionale	Nombre de personnes inscrites dans les formations et issues d'autres îles de la Caraïbe	oui		
	Adapter de manière ciblée l'offre de formation à l'échelle de la Caraïbe		Nombre de personnes ayant suivi une formation maritime dans d'autres pays caribéens Nombre de formations à destination d'un public caribéen non-français			

Coopération régionale maritime

Enjeux	Objectifs stratégiques	Lien avec une autre thématique	Indicateurs de suivi	« niveau » CMUBA ?	Objectifs particuliers	Axes stratégiques / Actions
Investissement dans la coopération	Apporter aux acteurs institutionnels et économiques les éléments permettant une meilleure connaissance des outils et des travaux sur la coopération (ce qui existe)		Recensement des organismes investi dans le champs de la coopération régionale maritime Nombre et type d'actions de coopérations existantes Nombre de séminaires de coopération régionale traitant de sujets maritimes Accords universitaires et projets de recherche communs sur le milieu marin au sein des Antilles Nombre et type de normes maritimes à l'échelle du bassin Antilles partagées avec les autres pays, et leur application	oui		Recenser/prioriser les actions/besoins de coopération tels que perçus par les acteurs économiques Inventaire des institutions régionales dans le domaine maritime et participer à leurs initiatives. Inventorier les actions de coopérations maritimes des administrations (douanes, affaires maritimes, marine nationale...) Identifier des marchés régionaux (déchets...) pour massifier les échanges Mobiliser le réseau diplomatique pour mieux connaître les stratégies maritimes de nos voisins. Aider l'OECD à identifier les ressources marines Identifier les vulnérabilités des pays de la Caraïbe. Création d'un observatoire à l'échelle Caraïbe (site internet)
	Identifier/créer des réseaux d'expertises caribéennes et les mobiliser en faveur d'actions de coopération dans le secteur maritime		Nombre de réunions de réseaux chaque année Crédits dédiés aux actions de coopération	oui	Faire en sorte que les structures de l'État puissent se mobiliser pour le compte des collectivités	Réunir annuellement les chefs d'État de la Caraïbe autour de la thématique maritime Inviter nos partenaires pour bénéficier de notre expertise (formation maritime, archéologie marine...) Mettre en valeur nos atouts auprès des Etats de la Caraïbe face à l'émergence d'autres initiatives (Chine, Singapour) Participation des Entreprises aux instances de coopération Mettre en valeur les atouts des CFA face aux nouveaux acteurs (Chine...) - développer l'attractivité de notre bassin maritime
	Être en capacité de s'intégrer dans des programmes de recherche ou des actions portées par d'autres États.	Thématique recherche & innovation	Nombre d'actions de recherche en coopération	oui	Multiplier les projets de recherche sur le maritime à l'échelle de la Caraïbe	
Organisation de la coopération	Avoir une position « bassin maritime » harmonisée sur des sujets de coopération		Nombre d'actions de coopération portées par le CMUBA	oui	Connaître les projets de coopération porté par chaque territoire (Retour d'expérience)	
	Avoir des interlocuteurs désignés à l'échelle du bassin pour la coopération et en pérenniser l'action Ex : idée du Hub Martinique/Guadeloupe Définir les pays avec lesquels la coopération est souhaitée, et les acteurs concernés dans ces pays					
	Mobiliser les outils de la coopération		Nombre de projets INTERREG	oui	Mobilisation des outils financiers type INTERREG Ex des chambres de commerce	
	Faire converger les politiques caribéennes dans l'application des normes déjà existantes NB : il existe déjà de nombreuses normes au niveau international, mais les Etats doivent mettre en œuvre	En lien avec toutes les autres thématiques	Nombre de réglementations communes avec les îles voisines : pêche, protection des espèces et habitats, sécurité des navires, sauvetage en mer, etc Nombre d'accords internationaux (ex : CROSS et le sauvetage en mer)	oui	ex : cargo community system, sécurité des navires, environnement marin (haute mer), normes de rejets des croisiéristes	Établir des réglementations/gestion communes en termes de pêche (COPACO), protection d'espèces et d'habitats, sécurité des navires... (ex du projet d'arrangement administratif tripartite entre Anguilla, Sint-marteen et St-martin) Lever les freins aux déplacements (certificats d'hébergement, délivrance des visas dématérialisée).
	Faire remonter des problématiques communes grâce aux outils de coopération (ex : Présence de navires de pêche étrangers dans les eaux Caraïbes, sargasses, protéger la biodiversité)			oui		

Cooperation regionale maritime

Enjeux et sujets de coopération	Développer les échanges commerciaux (produits de la pêche, granulats, etc) par voie maritime	Thématique ports & réseaux maritimes, pêche et ressources marines	Quantité exportée/importée des pays voisins par voie maritime Nombre de câbles ou conduites sous-marines reliant les îles des antilles françaises et pays voisins Nombre de lignes maritimes à passager et de commerce entre les antilles françaises et les îles voisines, et flux (quantité, nombre, etc) Nombre de points d'entrées sur le territoire (postes douaniers) Quantité de marchandise transbordée par les grands ports maritimes de Guadeloupe et Martinique	oui		<i>Etablir un état des lieux des échanges commerciaux par voie maritime avec les Etats de la Caraïbe Etablir un état des lieux des échanges commerciaux de ressources marines (pêche, granulats...) avec les Etats de la Caraïbe</i>
	Assurer une coopération à l'échelle de la Caraïbe sur la gestion durable de la ressource halieutique et l'organisation des marchés	Thématique pêche	Participation aux instances internationales / caribéennes	oui		
	S'intégrer dans le bassin régional en améliorant et sécurisant (visa électronique) le déplacement des personnes au sein de la Caraïbe (sujet du déplacement des personnes et la question des Visas)					

Recherche & innovation

Enjeux	Objectifs stratégiques	Lien avec une autre thématique	Indicateurs de suivi	« niveau » CMUBA ?	Objectifs opérationnels	Axes stratégiques / Actions	
Application / valorisation de la recherche	Objectif majeur : Développer les structures et outils de transfert		Nombre de centres techniques interrégionaux Nombre de pôles thématiques qui regroupent recherche et monde économique mis en place	oui		Mettre en place des instituts techniques par thématique (voir exemple agricole : INRA par ex) Mettre en place des monitorings et observatoires et bases de données partagées (avec outils géomatiques)	
	Valoriser économiquement les ressources		Nombre de brevets déposés chaque année			Mise en application et acquisition des connaissances juridiques en matière de « Accès et partage des avantages » (APA) Se protéger en matière de propriété intellectuelle	
	S'orienter vers des outils innovants				Science participative Traitement des images satellitaires		
	Vulgariser et diffuser les résultats de la recherche		Nombre de restitutions grand public de projets de recherche réalisées par an Nombre de publications grand public				
Gouvernance	Objectif majeur : Renforcer les moyens dédiés à la recherche dans le bassin		Nombre de chercheurs du bassin par m² de linéaire côtier ou par surface de ZEE	oui			
	Structurer la recherche et de l'innovation maritimes/marines à l'échelle du bassin		Nombre de projets de recherche impliquant plusieurs territoires	oui	Mutualiser les équipes et les équipements à l'échelle du bassin Développer un pôle Mer interrégional		
	Développer et adapter les filières de formation aux besoins	voir thématique « formation professionnelle »					
	Orienter et prioriser les sujets de recherche		Nombre de publications sur les sujets locaux	oui		Recenser tous les projets de recherche en lien avec le milieu maritime/marin Créer une commission spécialisée recherche Mettre en place un « label CMUBA » pour les projets qui seraient considérés comme prioritaires par le CMUBA l'échelle du bassin	
Connaissance	Améliorer la connaissance de la biodiversité marine	Thématique environnement marin	Suivi des publications scientifiques : nombre d'articles publiés chaque année Nombre d'espèces recensées dans les eaux du bassin Anilles	oui	Améliorer la connaissance de la biodiversité marine pour sa préservation et sa valorisation durable Amélioration de la connaissance des fonctionnements écosystémiques	Mener des projets de recherches sur les sargasses notamment	
	Améliorer la connaissance sur les pressions sur les milieux et les espèces		Travaux de recherche spécifiques à ces pressions	oui	Déclinaison par différents types de pression		
	Améliorer la connaissance pour une meilleure gestion des ressources halieutiques	Thématique environnement marin et pêche & aquaculture	Nombre d'études relatives à la connaissance de la ressource halieutique / aux entreprises de pêche antillaises / aux techniques de pêche Suivi des projets de recherche aquacole	oui	Identifier et développer de nouvelles techniques et de gestion de pêche durable Poursuivre les recherches sur les espèces locales aquacoles	Mettre en place un observatoire de la pêche du bassin Mettre en réseau les expertises existantes sur les différents territoires Evaluer la ressource Mieux valoriser les connaissances empiriques des professionnels Diversifier la production aquacole sur les espèces natives Mieux connaître la relation aquaculture/ environnement et le lien terre/mer Se saisir des travaux sur les Zones Fonctionnelles Halieutiques	
	Identifier les ressources minérales et énergétiques pour une exploitation durable		Thématique environnement marin et ressources marines	Nombre d'études sur le potentiel des ressources minérales et énergétiques, et part de la ZEE (% surface) et type d'énergie couverte par les études Suivi des investissements publics/privés dans ce domaine Nombre et surface des projets/exploitation des ressources en mer, et autres indicateurs économiques (emplois, production, volumes autorisés, soutien public, etc), pour : - ressources minières/granulats marins - énergies marines ou énergies en mer - biomolécules - filières autres	oui		Compléter la cartographie des fonds marins Evaluer le potentiel des énergies marines renouvelables Evaluer le potentiel des ressources minérales Evaluer le potentiel d'utilisation durable des granulats marins
	Connaître et prévoir les risques naturels côtiers (érosion, trait de côte, submersion marine, tsunami, sargasses...)	Thématique risques		oui	Favoriser l'adaptation au changement climatique Développement de la capacité de résilience face aux aléas côtiers (mise en réseau)	Développer des outils d'aide à la décision (modèle hydrodynamique)	
	Développer la recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales		Nombre de projets de recherche en sciences humaines et sociales en lien avec la mer aux Antilles	oui	Valoriser les savoirs Accompagner au changement		

Recherche & innovation

	Mener des actions de recherche sur le lien terre/mer	Thématique environnement marin	Suivi des publications scientifiques : nombre d'articles en lien avec le thème	<i>oui</i>		
	Améliorer de la connaissance pour la restauration écologique des milieux (génie écologique)	Thématique environnement marin		<i>oui</i>	<i>Poursuivre la recherche sur les outils d'évaluation de la qualité</i>	<i>Poursuivre la recherche sur les échantillonneurs passifs</i>
	Soutenir les actions de recherche sur les dépollutions et décontaminations	Thématique environnement marin		<i>oui</i>		<i>Mener des projets de recherche complémentaires sur la décontamination à la chlordécone</i>

Nautisme

Enjeu	Objectifs stratégiques	Lien avec une autre thématique	Indicateurs de suivi	« niveau » CMUBA ?	Objectifs particuliers	Axes stratégiques / Actions	
Attractivité du bassin	Augmenter les capacités d'accueil pour la plaisance	Thématiques environnement marin et ports & réseaux maritimes	Nombre de ZMEL mises en place	oui	Promouvoir et favoriser la mise en place de ZMEL avec une gestion durable	Aménagement de zones de mouillage organisées sur les points nodaux de l'itinérance caribéenne	
			Capacité d'accueil en plaisance (nombre de place au port, mouillage, à sec)	oui		Augmenter le nombre de places au port (marina, port à sec) et mettre en œuvre une gestion dynamique des ports	Interconnectivité des ZMO via le développement d'une application informatique dédiée
	Préserver le foncier côtier pour des activités liées à l'économie bleue (construction/réparation navale, entreprises nautiques, ports à sec, etc)		Nombre d'entreprises de réparation navale et chiffre d'affaires de ces entreprises	Améliorer les services portuaires et la qualité d'accueil des navires de plaisance, dématérialisation des services, évaluation de la e-notoriété	oui	Développer la connectivité des ports de plaisance, accompagner le développement des nouveaux usages des ports, améliorer la gestion environnementale des ports de plaisance et aires de carénage	Gestion environnementale (collecte des ordures, des eaux grises, noires)
							Nombre et surface de zones d'activité plaisance
Compétitivité du bassin et sa gouvernance	Améliorer l'attractivité de la destination Antilles françaises (issu de la table ronde « ports et réseaux maritimes »)		Evaluation du poids économique (nombre d'entreprises, CA, effets économiques indirects et induits)	oui	Modifier la fiscalité pour rendre la destination Antilles françaises plus attractive, valoriser l'image de la France aux Antilles/ une destination Antilles française	Numérisation des ports et des services portuaires (vers des ports « market place ») avec une plateforme commune (un réseau virtuel des ports), développer des « doctrines communes pour répondre aux nouveaux usages (boat club, plaisance collaborative...), accompagner les gestionnaires de ports et les autorités portuaires dans la sensibilisation des usagers et des professionnels à la gestion environnementale	
			Suivi de l'emploi maritime (création de postes, nombre d'offres, emplois non pourvus, nombre de candidature/recherches d'emploi)				
	Définir et valoriser un positionnement stratégique « Nautisme et Antilles française »		Nombre de navires de grande plaisance (+24m) en escale	Nombre de clearances déclarées	oui		Réaliser un réel marketing territorial visant à valoriser les atouts d'être des territoires française aux Antilles (culture, gastronomie, services publics, sécurité, stabilité politique, leader de l'industrie nautique...), qu'est-ce que la « french touch » aux Antilles ?
Maintenir l'expertise technique des professionnels du nautisme	voir thématique « formation professionnelle »						
Améliorer la formation professionnelle pour les navigants et les non navigants							
Améliorer la résilience de la filière nautique aux cyclones	Thématique risques	Nombre de navires perdus à chaque événement cyclonique, nombre de navires de plaisance gérés par des professionnels déplacés à l'approche d'un phénomène (sur le territoire, vers une autre île)		oui	Rendre la vocation aux trous à cyclone	Proposer des mesures de gestion du DPM afin de libérer les trous à cyclone	
					Protéger les navires à l'approche d'un événement cyclonique	Mettre en œuvre plus de mesures de police	
						Eviter l'évènement en déplaçant les navires sur d'autres îles (procédure commune entre les professionnels)	
Développer les sports nautiques, création de nouvelles offres, filière de diversification touristique	Thématique mer & société	Suivi du nombre de licenciés tous sports nautiques, nouvelles offres nautiques, nombre de zones de pratique organisées et gérées			Développer la connaissance des pratiques nautiques libres et encadrées, définir des référentiels communs de gestion des activités nautiques par type de pratique (plongée, kite, paddle, surf...)	Faciliter l'accès aux zones refuges (trous à cyclone, aires de stockage à terre, etc).	
						Identifier, sécuriser, organiser et promouvoir les spots/lieux de pratique nautiques, Conventions entre rectorat et fédérations de loisirs nautiques pour développer les pratiques	
Culture maritime « se tourner vers la mer »	Sensibiliser les élus aux thématiques maritimes	Thématique mer & société	Intégration du nautisme aux plans de développement des collectivités	oui	Evaluer le poids économique du nautisme à l'échelle du bassin (méthode FIN)	Observatoire	
Performance environnementale	Réduire l'impact des activités maritimes sur l'environnement et accompagner les acteurs existants dans l'évolution de leurs prestations (issu de la table ronde « environnement marin »)	Thématique environnement marin	Nombre de zones de mouillage organisées : - bénéficiant d'un service de récolte des eaux grises/eaux noires - avec des corps mort ou vis écologiques - avec un label écologique	oui	Création d'un référentiel commun ZMEL (équipements, gestion, services...), création d'un label à destination des prestataires nautiques (les eco-balades nautiques)	Sensibiliser les acteurs du nautisme à l'utilisation de produits respectueux de l'environnement (peintures, solvants, ...)	
			Nombre de nouvelles offres/produits nautiques intégrant une découverte / sensibilisation environnementale				
			Ratio nombre des navires en mouillages forains / nombre de navires en ZMEL				
			Nombre de communes avec plan de balisage				